

**Solidaires**



Branche INRA

**Du soutien à la mobilisation citoyenne  
contre les cultures d'OGM  
... au débat de société sur les enjeux !**

17 novembre 2005

*Le jugement de la Cour d'appel de Toulouse du mardi 15 novembre confirme la volonté des magistrats de réprimer très sévèrement les actions de résistance au développement des cultures d'OGM : peines d'emprisonnement et près de 100000 euros de dommages à verser aux 3 sociétés semencières concernées par le fauchage d'un champ de maïs transgénique à Menville (Haute-Garonne) en 2004.*

*Ce 17 novembre, 9 membres de la Confédération Paysanne (8 syndicalistes et un salarié) sont poursuivis devant le Tribunal de Versailles pour avoir participé, en juillet 2003, à la neutralisation d'une parcelle d'essai du GEVES à Guyancourt (78).*

**C'est l'occasion de rappeler, au delà du débat de fond sur ces expérimentations (cf. notre expression «*Hors des essais OGM plein champ : point de salut ?* » en réaction à une pétition du lobby OGM-végétal fin 2003) notre position :**

- **Nous soutenons les lanceurs d'alerte qui prennent l'initiative d'actions non-violentes de neutralisation de parcelles OGM et nous dénonçons la volonté du gouvernement de criminaliser l'action syndicale.**
- **Nous réclamons le maintien d'un moratoire européen avec l'ouverture d'un réel débat citoyen pour permettre des choix démocratiques qui engagent les générations futures. Et dans cette perspective, le rôle d'une recherche publique réellement indépendante, reconnue pour son expertise scientifique, sera déterminant.**

... Pour contribuer à cette réflexion citoyenne, une journée de formation « *OGM & Recherche publique, l'exemple du végétal* » est organisée lundi 5 décembre prochain par « Culture & Liberté » à la demande de notre syndicat SUD-Recherche-EPST. Elle s'adresse particulièrement aux personnels de la recherche.

Si vous êtes intéressé-e par cette initiative, nous contacter sans délai (via l'adresse mail ci-dessous). Le programme complet ainsi que l'organisation concrète de la journée sont directement accessibles sur le site du syndicat.